

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce jeudi 17 novembre 2022

SOMMAIRE

- Rébellion du M23 en RDC : combats, mouvement de panique et diplomatie
- Liberté de la presse en RDC : Patrick Muyaya insiste sur la nécessité de bannir le discours de la haine
- Assemblée nationale : les projets de loi sur l'impôt et la taxation jugés recevables
- COP27 : Protéger la biodiversité, c'est protéger l'Accord de Paris sur le climat
- Voici les quelques femmes nommées par Félix Antoine Tshisekedi
- Sud-Kivu : La Commissaire en charge du genre, Béatrice Kinja appelle les femmes à s'approprier la résolution 1325
- Martin Fayulu : « Le processus de Nairobi veut consacrer de nouvelles frontières au Rwanda »
- « Pour mieux contrôler la RDC, ses ennemis l'ont amenée dans l'EAC » Martin Fayulu
- « En 2023, avec ou sans élections, le régime Tehisekedi doit partir », Ferdinand Kambere
- Uhuru Kenyatta note que les engagements pris par les groupes armés n'ont pas été respectés
- Nord-Kivu : les FARDC empêchent le débordement du M23 vers la colline Nyundo
- Le général Kenyan Jeff Nyagah : « Aucun rebelle ne prendra la ville de Goma »

1. DROITS HUMAINS

Assemblée nationale : les projets de loi sur l'impôt et la taxation jugés recevables

L'Assemblée nationale a jugé, mardi 15 novembre, recevables les projets de loi portant l'impôt sur les sociétés et le revenu des personnes physiques et celui portant réformes des procédures fiscales. Ces deux textes ont été envoyés à la commission ECOFIN de la chambre basse du Parlement pour toilettage et devront entrer en vigueur en 2024. Le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, a expliqué que le système actuel d'imposition a l'inconvénient de ne pas faire la distinction entre la fiscalité des sociétés et celle des

personnes physiques. C'est pourquoi, note-t-il, cette réforme institue deux impôts distincts : l'impôt sur les sociétés et celui sur les personnes physiques.

COP27 : Protéger la biodiversité, c'est protéger l'Accord de Paris sur le climat

Alors que pendant de nombreuses années, la crise climatique et la crise de la biodiversité ont été traitées comme des problèmes distincts, la réalité - comme cela a été souligné mercredi lors de la COP27 - est qu'il n'y a pas de voie viable pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C sans protéger et restaurer de toute urgence la nature. « Les deux doivent être considérés comme étant sur le même plan, et pas l'un plus haut que l'autre », a déclaré à *ONU Info* Elizabeth Mrema, Secrétaire exécutive de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique (CDB), l'instrument juridique international de protection de la biodiversité ratifié par 196 nations. La « Journée de la biodiversité » à la COP27 à Charm El-Cheikh survient à peine deux semaines avant un rassemblement de haut niveau des États parties à la CDB à Montréal, visant à inverser la perte de biodiversité. Quatre des principaux architectes de l'Accord de Paris de 2015, dont l'ancienne chef d'ONU Climat Christiana Figueres, ont officiellement demandé aux dirigeants mondiaux de proposer un accord mondial sur la biodiversité « ambitieux et transformateur » lors de la prochaine COP15 sur la biodiversité.

2. DROITS DES FEMMES

Voici les quelques femmes nommées par Félix Antoine Tshisekedi

Les nouveaux animateurs des quelques entreprises publiques et Institution d'appui à la démocratie sont désormais connus. Le Chef de l'État Félix Antoine Tshisekedi a signé une ordonnance présidentielle nommant les hommes et les femmes, bien que n'occupant pas toutes les postes de prise des décisions. Information rendue publique le mardi 15 novembre 2022 dans la soirée lue sur la Radiotélévision nationale congolaise, par Tina Salama, son porte-parole adjointe. Parmi les femmes nommées, il y a entre autres Sylvie Elenge à la tête de la RTNC Natacha Bolombo qui devient la directrice générale adjointe à l'autorité de régulation et Mamitsho Pontshi membre du conseil d'administration. A l'agence des zones économiques spéciales, AZES en sigle, Josephine Mbombo Mesu a été nommée PCA. Alors qu'à la CADECO, Juliette Mughole devient la DG. Alice Mirimo reconduite DG du Fonds national de promotion et de service social et Meta Kasanda la DGA. Aux Fonds de promotion de l'éducation, Julie Tshilombo nommée DGA. Au CSAC, Mimie Engumba, Adou Luyeye ont fait leur entrée et Chantal Kanyimbo reconduite.

Sud-Kivu : La Commissaire en charge du genre, Béatrice Kinja appelle les femmes à s'approprier la résolution 1325

Douze ans après la ratification de la Résolution 1325 par la RDC axé sur la femme, la paix, la sécurité, le gouvernement provincial du Sud-Kivu se dit satisfait des avancées enregistrées avec la mise en place d'un plan d'action National que l'on appelle de la première génération. La Commissaire Générale provinciale en charge du genre a profité de l'occasion, au cours d'une conférence de presse, pour inviter les femmes en particulier, et toute la communauté à s'approprier cet instrument juridique. Cette rencontre organisée en marge en marge du 22ème anniversaire depuis l'adoption de cette résolution donne à la femme le pouvoir de participer dans les instances décisionnelles au pays et au conseil des nations unies depuis le 31 octobre 2000, A cette occasion, elle appelle la femme de la province du Sud-Kivu à s'approprier cette résolution et à fournir davantage des efforts pour qu'elle soit représentée dans toutes les instances de prise de décision. KINJA MWENDANGA Béatrice remercie l'autorité provinciale et son partenaire qui est le consortium « Mwanamke, Amani, Usalama » pour leur engagement dans la mise en application de cette résolution en province du Sud-Kivu. A elle de reconnaître que beaucoup reste à faire, mais tout en précisant que les postes de prise de décision ne pas seulement dans le domaine politique.

3. SITUATION POLITIQUE

Martin Fayulu : « Le processus de Nairobi veut consacrer de nouvelles frontières au Rwanda »

Le président du parti "Engagement citoyen pour le développement" (Ecidé), Martin Fayulu soutient que « le processus de Nairobi est une validation de nouvelles frontières des territoires conquis par le Rwanda ». Il l'a déclaré lors d'une conférence de presse ce mercredi 16 novembre à Kinshasa. « Dans cette combine de Nairobi, il est prévu que Monsieur Tshisekedi ramène un accord de cessez-le-feu qui, malheureusement, aura consacré l'occupation. C'est cela le vrai but de cette guerre. En effet, Mr Tshisekedi a signé de nombreux accords avec les pays qui nous agressent et aucun de ces accords n'a été révoqué. J'accuse Mr Tshisekedi Tshilombo de haute trahison ». Il a par ailleurs demandé au Conseil de sécurité des Nations unies de mettre fin au mandat de la MONUSCO et de mettre sur pied une autre opération dotée d'un mandat offensif. « Il faut mettre un terme au mandat actuel de la MONUSCO et remplacer par une nouvelle mission qu'on appellerait, ONU-RDC. Opération des nations unies en RDC avec un mandat offensif

de rétablissement de la paix et de maintien de l'intégrité territoriale de la RDC », a poursuivi Martin Fayulu.

Martin Fayulu : « Pour mieux contrôler la RDC, ses ennemis l'ont amenée dans l'EAC »

Le Président du parti politique ECiDé, Martin Fayulu a, au cours d'un point de presse ce mercredi 16 novembre 2022 à Kinshasa, révélé que « pour mieux contrôler la RDC, ses ennemis l'ont amenée dans la Communauté d'Afrique de l'Est ». Donnant sa lecture de la situation sécuritaire dans l'Est du pays où les terroristes du M23 appuyés par le Rwanda et l'Ouganda s'affrontent avec l'armée congolaise, il a rappelé que « la RDC souffre de cette situation à partir de la première agression du Rwanda et de l'Ouganda sous le label de l'AFDL en octobre 1996 ». Ainsi, à l'en croire, « le président du Rwanda, Paul Kagame, s'est érigé en faiseur des différents présidents qui se sont succédé à la tête de la RDC ». À cet effet, l'actuel Chef de l'État Félix Tshisekedi est arrivé au pouvoir grâce à « Messieurs Kabila et Kagame », a dit Martin Fayulu, qui s'oppose à tout dialogue avec le M23. Kinshasa lui planche pour une mission plus offensive: "J'espère qu'avec votre arrivée beaucoup de choses vont changer et nous allons évoluer dans une mission offensive afin de ramener la paix dans notre pays, avec comme priorité le M23 et l'agression rwandaise y compris les FDLR et d'autres groupes armés », a pour sa part déclaré le sous-chef d'état-major général des FARDC, chargé des opérations et renseignements.

RDC : « En 2023, avec ou sans élections, le régime Tehisekedi doit partir », (Ferdinand Kambere)

Dans une interview accordée à Actu30.cd, le mercredi 16 novembre 2022, le secrétaire permanent adjoint du Parti du Peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) a fustigé la manière dont la question de la situation sécuritaire de l'Est de la RD Congo est gérée par le régime Tehisekedi. Ferdinand Kambere a surtout exprimé son regret de voir le gouvernement ne pas prendre en compte les propositions de l'opposition pour juguler cette situation. « Nous sommes au grand regret du comportement du régime Tshisekedi dans la gestion de la sécurité à l'Est, parce-que tout qui a été fait comme observation depuis l'état de siège, le président de la République n'a jamais suivi un conseil ou de l'observation donnée par l'opposition (...) Au sujet du processus électoral, aucune observation. Dans l'armée, tout ce que nous avons proposé pour qu'elle soit dissuasive, aucune prise en compte. On ne mobilise pas par des discours vains. Est-ce qu'il est normal que ça soit un président honnaire étranger qui lui vienne ici, qu'il trouve qu'il doit aller à Goma, il rencontre les populations en masse, il commence à évoquer la pitié du Rwanda alors que nous avons un régime, nous avons des gens qui ont été votés à l'issue des

élections », a-t-il déclaré. Pour Ferdinand Kambere, au regard de la mauvaise gestion du pays, le régime Tshisekedi partira en 2023 avec ou sans élections.

RDC: Uhuru Kenyatta note que les engagements pris par les groupes armés n'ont pas été respectés

L'ancien président kényan Uhuru Kenyatta, facilitateur de la Communauté des États d'Afrique de l'Est (EAC) pour la paix dans l'est de la RDC, a présenté ses inquiétudes par rapport au processus de désescalade qu'il mène. A la fin de son séjour à Goma, il a en fait observer que les termes des conclaves de Nairobi, qui avaient été approuvés par tous les chefs d'État de l'EAC, que les forces combattantes resteraient aux positions de départ des Conclaves de Nairobi n'ont pas été honorés par les groupes rebelles et leurs partisans. Le M23 s'est emparé de Rutshuru-centre, Kiwanja et s'est rapproché davantage de la zone de Kibumba. Le facilitateur de l'EAC se montre prudent et ne cache pas ses inquiétudes par rapport à la suite du processus. Il a observé, dit-il dans un communiqué, que la crise humanitaire qui se déroule actuellement est le résultat du non-respect des recommandations convenues à Nairobi lors de la conférence des chefs d'État Conclaves. De plus, l'ancien président kényan a en outre souligné que cela risquait de saper le volet militaire du Processus de paix de Nairobi qui repose sur le fait que chacun conservait son poste pour permettre la Force régionale d'Afrique de l'Est de s'interposer.

RDC: s'interposer, faire cesser les combats et amorcer le retrait du M23, les missions de la force de l'EAC, selon la France

Emmanuel Macron s'est entretenu avec le Président de la République du Kenya, William RUTO, au sujet de la situation dans l'est de la République du Congo. Le dirigeant français a salué le déploiement en cours des premiers éléments de la force est-africaine « qui permettra de jouer un rôle d'interposition, de faire cesser les combats et d'amorcer un retrait du M23 », dit un communiqué de l'Élysée. Dans son entretien avec le dirigeant kényan, Emmanuel Macron a réitéré le soutien de la France "aux efforts entrepris par les pays de la région pour obtenir une désescalade et un règlement de la situation dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi. La France, en lien avec ses partenaires, apportera son soutien à la poursuite de ces efforts ». Kinshasa lui planche pour une mission plus offensive: "J'espère qu'avec votre arrivée beaucoup de choses vont changer et nous allons évoluer dans une mission offensive afin de ramener la paix dans notre pays, avec comme priorité le M23 et l'agression rwandaise y compris les FDLR et d'autres groupes armés », a pour sa part déclaré le sous-chef d'état-major général des FARDC, chargé des opérations et renseignements.

4. SECURITE

Nord-Kivu : les FARDC empêchent le débordement du M23 vers la colline Nyundo

Les FARDC ont empêché, ce mercredi 16 novembre, le débordement des rebelles du M23 vers la colline Nyundo, dans le groupement Buhumba (Nord-Kivu). Selon des sources concordantes, des détonations ont été entendues cette matinée entre les groupements Kibumba et Buhumba. La situation reste tendue dans les zones des combats opposant l'armée congolaise aux M23 au Nord du territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu). Ces combats se poursuivent pendant que le chef d'Etat Uhuru Kenyatta séjourne dans la région. A son arrivée mardi à Goma, il a recommandé la cessation des hostilités avant le prochain round de discussions. Uhuru Kenyatta s'est par ailleurs choqué de la situation humanitaire délétère vécue par des milliers de déplacés dans le site de Kanyaruchina, qu'il a visité.

Le général Kenyan Jeff Nyagah : « Aucun rebelle ne prendra la ville de Goma »

Les rebelles du M23 ne prendront pas la ville de Goma (Nord-Kivu), a assuré le commandant de la force régionale de l'EAC, le général Kenyan Jeff Nyagah, ce mercredi 16 novembre à Goma. « *Nous sommes-la pour protéger et défendre l'aéroport international de Goma, en attendant le processus de Nairobi* », a déclaré à la presse le général Jeff Nyagah. Ce dernier était accompagné du sous-chef d'état-major en charge des opérations et renseignement de la RDC, le général-major Chiko Katambwe. Le général Jeff Nyagah a toutefois reconnu que la guerre dans plusieurs cas n'a jamais ramené la paix. Il est toujours nécessaire de recourir s la diplomatie. « *La priorité était le processus politique. Présentement, nous avons le processus de Luanda et de Nairobi. Quelques temps, la guerre ne peut pas résoudre le problème. Nous devons aussi privilégier la diplomatie* », a-t-il poursuivi.

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org

<https://vlfcongo.org/>

www.cartercenter.org

(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo